



Article scientifique

Article

2003

Accepted version

Open Access

This is an author manuscript post-peer-reviewing (accepted version) of the original publication. The layout of the published version may differ .

Typologie et évaluation des interprétations de l'échec du processus de paix israélo-palestinien

Schwok, René

How to cite

SCHWOK, René. Typologie et évaluation des interprétations de l'échec du processus de paix israélo-palestinien. In: Relations internationales, 2003, vol. 114, p. 267–286.

This publication URL: <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:41009>

LA SOCIÉTÉ D'ÉTUDES HISTORIQUES
DES RELATIONS INTERNATIONALES CONTEMPORAINES
(S.E.H.R.I.C.)

L'INSTITUT UNIVERSITAIRE
DE HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES (Genève)

L'INSTITUT D'HISTOIRE
DES RELATIONS INTERNATIONALES CONTEMPORAINES
(I.H.R.I.C., Institut de France, Paris)

et

L'INSTITUT PIERRE-RENOUVIN (Université de Paris I)

PUBLIENT
avec le soutien du **CNRS**

Relations internationales

revue trimestrielle d'histoire

(*Relations Internationales*, No 114, été 2003, pp. 267-286.)

Typologie et évaluation des interprétations de l'échec du processus de paix israélo-palestinien

René Schwok
Université de Genève

Pourquoi le processus de paix israélo-palestinien s'est-il effondré durant la deuxième moitié de l'année 2000? Quelles ont été les positions adoptées par les dirigeants américains, israéliens et palestiniens durant les négociations de paix qui avaient connu leur point culminant à Camp David en juillet 2000 pour échouer à Taba au tout début janvier 2001? Quelles ont été les origines de la «deuxième Intifada» et les responsabilités dans sa perpétuation? Ce sujet est extrêmement délicat à traiter. Les passions restent très vives. Les plaies sont encore ouvertes. L'analyse est encore compliquée par le fait que l'on dispose déjà d'une quantité impressionnante de références relatives à ces événements. Il existe même plusieurs sites internet¹ qui proposent des liens directs vers les principaux articles publiés sur le sujet. Le nombre de publications augmente de manière exponentielle. Concrètement, on peut avoir accès aux témoignages des principaux négociateurs américains, israéliens et palestiniens. Ils prennent généralement la forme d'interviews avec des journalistes. De rares documents confidentiels à l'époque des faits ont également été publiés. À partir de ces bases, on peut se forger une idée relativement bien étayée. Il faut cependant rester conscient du caractère partiel et partial de ce genre de sources.

¹ European Institute for Research on Mediterranean and Euro-Arab Cooperation, Brussels <http://www.medea.be/site.html?highlight=tabal&page=10&lang=fr&doc=1119>.
Deutsch - Israelischer Arbeitskreis für Frieden im Nahen Osten <http://www.diak.org/Artikel%20Camp%20David%20II.htm>.

C'est pour cela que le travail de l'historien doit être à la fois positiviste et relativiste. Il faut en effet tendre au maximum de vérité en essayant de démontrer de manière la plus objective et la plus honnête possible comment les événements se sont déroulés. Voilà pour le côté positiviste. Il faut néanmoins rester néanmoins lucide sur le fait que la narration de ces événements n'est pas seulement un enjeu «classique» de mémoire. Elle constitue encore plus que de coutume un combat de mémoires. Le conflit israélo-palestinien est en effet, contrairement à d'autres, loin d'être terminé. Il est dès lors patent que les acteurs apportent leur témoignage en fonction de leurs engagements actuels et de leurs ambitions politiques personnelles. C'est précisément pour refléter cette dimension politique incontournable et pour ne pas tomber dans l'illusion d'un positivisme naïf que nous développons une typologie des principales approches interprétatives. La connaissance ne peut en effet que progresser si l'analyste classe et expose clairement les préférences politiques, les positions institutionnelles et les conceptions de l'avenir de ceux qui tentent d'imposer leur historiographie de ces événements².

Chronologie succincte

1993

13 septembre, signature des accords d'Oslo entre le président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat et le Premier ministre travailliste Yitzhak Rabin. Ceux-ci prévoient une autonomie palestinienne progressive sur les territoires de Cisjordanie et de Gaza et un règlement définitif du conflit.

1996

29 mai, Benjamin Netanyahu du Likoud remporte les élections contre le Travailliste Shimon Peres. Ralentissement du désengagement israélien.

1999

17 mai, élection du travailliste Ehud Barak comme nouveau Premier ministre de l'Etat d'Israël.

² Notre article procède d'une démarche scientifique radicalement différente de Charles Enderlin. Ce correspondant en Israël de *France 2 Télévision* a certes rédigé l'ouvrage actuellement (décembre 2002) le plus complet et le moins partial sur l'échec du processus de paix. Il a en outre effectué un immense travail de mémoire orale en réalisant d'innombrables entretiens avec les acteurs de ces négociations. Néanmoins, ce journaliste se veut non seulement observateur, mais aussi "militant de la paix". Plus gênant, son livre ne propose pas de cadre interprétatif. Le lecteur a l'impression d'un *patchwork* sans fil conducteur et sans construction conceptuelle, ce qui est particulièrement désorientant. Enfin, Enderlin ne tranche pas entre les différentes contradictions factuelles qu'il rapporte.

Voir Charles Enderlin, *Le rêve brisé. Histoire de l'échec du processus de paix au Proche-Orient 1995 – 2002*, Paris, Fayard, 2002.

2000

26 mars, Genève, le président américain Bill Clinton transmet au président syrien Hafez el-Assad les propositions de Barak: un retrait israélien de 100% du Plateau du Golan en échange de sa démilitarisation. Assad refuse.

10-20 mai, négociations secrètes israélo-palestiniennes en Suède.

21-25 mai, retrait israélien sans condition du Liban Sud occupé depuis 1978.

11-25 juillet, sommet de Camp David entre Clinton, Barak et le président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat. Echec.

25 septembre, Arafat est reçu au domicile privé de Barak à Kochav Yaïr.

28 septembre, visite sur l'Esplanade des Mosquées/ Mont du Temple du leader de l'opposition Likoud Ariel Sharon.

29 septembre, violents heurts et lancement de la deuxième "Intifada".

28 novembre, face à la crise, Barak annonce des élections anticipées pour février.

23 décembre, Washington, présentation par Clinton de ses "paramètres".

2001

10-18 janvier, Taba, négociations entre Israéliens et Palestiniens sur la base des "paramètres Clinton". Echec.

20 janvier, fin du mandat de Bill Clinton et arrivée au pouvoir de George W. Bush.

6 février, élection d'Ariel Sharon du Likoud comme Premier ministre à la place d'Ehud Barak.

I. Une typologie des principaux cadres interprétatifs

Au moins six thèses principales s'affrontent sur l'historiographie de ces événements. Nous essayons de dégager des types idéaux au sens wébérien. Il s'agit d'une conceptualisation qui devrait avoir l'avantage de mieux situer les enjeux et d'amener à un surcroît d'intelligibilité. Il est évident cependant que les auteurs ne sont pas toujours aussi cohérents dans l'articulation de leur argumentation. Il arrive aussi que certaines analyses évoluent au cours du temps et des nécessités du combat politique présent. Notons enfin que certaines personnes peuvent parfois appartenir à deux cadres d'analyse sur certains thèmes.

1. La fraction dure des Palestiniens

La première approche est celle de la fraction dure des Palestiniens. C'est la première version qui a été avancée par l'Autorité palestinienne. On la retrouve sur les sites *Web* officiels³, dans des interviews à la

³ Palestine Liberation Organization, Camp David Peace Proposal of July 2000, Frequently Asked Questions, <http://www.nad-plo.org/eye/news38.html>.

presse arabe des principaux négociateurs palestiniens⁴, ainsi que sous la plume de journalistes⁵ et d'universitaires⁶ proches des position de Yasser Arafat. Cette approche est peu disponible en français et en anglais.

2. La fraction modérée des pro-Palestiniens

La deuxième thèse est celle des pro-Palestiniens modérés. Elle a été lancée à partir de l'été 2001 par un texte publié dans la *New York Review of Books*⁷ co-signé par Robert Malley, un ancien membre de la délégation américaine à Camp David, ainsi que par Hussein Agha, un universitaire britannique d'origine palestinienne. Cette interprétation a moins été avancée par les dirigeants palestiniens eux-mêmes que par leurs soutiens en Europe et aux États-Unis. Elle est rapidement devenue la théorie privilégiée par la plupart des milieux intellectuels francophones et parfois de la côte Est américaine. C'est la version qui a généralement été adoptée par *Le Monde*⁸, *Libération*⁹ et *Le Nouvel Observateur* de Paris¹⁰, *Le Temps* de Genève¹¹, le *Guardian* de Londres/Manchester¹² et partiellement par le *New York Times*¹³.

3. La fraction modérée des Israéliens

La troisième approche est celle des Israéliens modérés. Ceux-ci essaient de défendre l'attitude du Premier ministre Barak et de ses ministres travaillistes. Le principal propagateur de cette thèse est Shlomo

⁴ Abu Mazen: "Had Camp David Convened Again, We Would Take the Same Positions", Part I, *Al-Ayyam*, 28 July 2001. Traduit et publié par Memri, Special Dispatch, No. 249, 1 August 2001. <http://www.memri.org/>.

Abu Alaa' *Al-Ayyam*, 29 January, 2001, Traduit et publié par Memri, http://www.memri.org/sd/SP18401.html#_edn7.

⁵ Akram Haniyyé, "Ce qui s'est réellement passé à Camp David", *Revue d'études palestiniennes*, 25, automne 2000, pp. 3-25. Ce journaliste avait fait partie des négociateurs palestiniens à Camp David. Cet article avait été préalablement publié en sept épisodes dans le quotidien *Al-Ayyam* entre le 29 juillet et le 10 août 2000.

⁶ Abdennour Benantar et Talal Atrissi, «Du paradoxe de Camp David au "plan Clinton"», *Outre-terre, Revue française de géopolitique*, janvier-mars 2001, pp. 109-122.

⁷ Hussein Agha et Robert Malley, "Camp David: The Tragedy of Errors", *New York Review of Books*, 9 August 2001.

⁸ *Le Monde* titre ainsi : "Un négociateur américain dénonce l'attitude des Israéliens à Camp David", 24 juillet 2001, après avoir offert une tribune à Robert Malley le 16 juillet 2001.

⁹ Alexandra Schwartzbrod, «Camp David ou la tragédie des erreurs», *Libération*, 11. 7. 2001.

¹⁰ René Backmann, "Ce qui s'est vraiment passé à Camp David et à Taba", *Nouvel Observateur*, 16 août 2001.

¹¹ «Un an après l'échec de Camp David, un adjoint de Clinton prend la défense d'Arafat», *Le Temps*, 3 août 2001.

¹² David Clark, «The brilliant offer Israel never made», *The Guardian*, 10. 4. 2002.

¹³ Deborah Sontag, "Quest for Mideast Peace : How and Why It Failed", *New York Times*, 26 July 2001.

Ben Ami, l'ancien ministre des affaires étrangères israélien et professeur d'histoire¹⁴. Barak a également apporté son interprétation des événements dans une série d'interviews¹⁵. D'autres membres de la délégation israélienne ont aussi rédigé des ouvrages sur le sujet en hébreu¹⁶.

4. La fraction dure des Israéliens

La quatrième approche est celle de la fraction dure des Israéliens. Elle est surtout avancée par les partisans du Likoud d'Ariel Sharon et par leurs relais dans une partie de la presse israélienne comme le *Jerusalem Post*. Les propagateurs de cette thèse ne participaient pas à la coalition gouvernementale en 2000 et n'ont donc pas fourni de témoignages directs. Néanmoins, il faut tenir compte de leur interprétation pour mieux comprendre l'historiographie du sujet, d'autant que Ariel Sharon a exercé le pouvoir à partir de février 2001 et qu'il a été accusé d'être le responsable de l'éclatement de l'Intifada.

5. La fraction modérée des Américains

La cinquième approche est celle des Américains modérés. Elle émane de la plupart des anciens membres de l'Administration Clinton et des Démocrates américains. Le propagateur le plus connu de cette thèse est Dennis Ross¹⁷. Il fut pendant les années 1990 le principal responsable du dossier «Proche-Orient» dans les gouvernements de Bush senior et de Clinton, le négociateur de la plupart des accords pendant cette décennie, ainsi que l'interlocuteur direct des chefs d'Etat arabes et israélien. Il fut en outre le principal concepteur de la position américaine à Camp David et le rédacteur des «Paramètres Clinton». Le sénateur démocrate George Mitchell, président de la Commission d'enquête internationale chargée d'établir les responsabilités dans le déclenchement de l'Intifada, représente également d'une certaine manière cette tendance¹⁸.

¹⁴ Shlomo Ben-Ami, *Quel avenir pour Israël ?*, Paris, PUF, 2001.

Ari Shavit, "End of Journey, Interview with Shlomo Ben Ami based on his diary", *Haaretz*, 2 October 2001.

¹⁵ Benny Morris, «Camp David and After» An Exchange. An Interview with Ehud Barak», *The New York Review of Books*, 13 June 2002. <http://www.nybooks.com/articles/15501>.

¹⁶ Yossi Beilin, *Le Manuel d'une colombe blessée*, Tel-Aviv, Yedioth Ahronoth Books, 2001.

Gilad Sher, *A portée de main : les négociations de paix israélo-palestiniennes 1999-2001*, Tel-Aviv, Yedioth Ahronoth Books, 2001. Nous n'avons pas pris connaissance de ces ouvrages car ils sont en hébreu. Charles Enderlin en reprend des passages dans *Le rêve brisé. Histoire de l'échec du processus de paix au Proche-Orient 1995 – 2002*, Paris, Fayard, 2002.

¹⁷ Dennis Ross, «From Oslo to Camp David to Taba» Setting the Record Straight», *The Washington Institute for Near East Policy*, Washington, 8 August 2001. <http://www.washingtoninstitute.org/media/ross.htm>.

¹⁸ *Report of the Sharm el-Sheikh Fact-Finding Committee*, 30 April 2001 (Mitchell Report). <http://www.meridian.org/sheikh.pdf>.

6. La fraction dure des Américains

La sixième manière d'appréhender la période est celle des analyses proches des Républicains américains¹⁹. Elle est apparue dans le *Wall Street Journal* et entre les lignes dans les discours et les interviews du président George W. Bush, de la «Security adviser» Condoleezza Rice et d'autres responsables de cette Administration. Elle n'a pas été exposée aussi systématiquement que les précédentes approches et elle n'apporte pas d'éléments historiques nouveaux. Son intérêt principal réside dans le fait que c'est cette manière de penser qui influence l'Administration de George W. Bush.

II. Sommet de Camp David (11- 25 juillet 2000)

Selon *l'interprétation dure palestinienne*, Ehud Barak était un général israélien «classique» qui méprisait ses interlocuteurs palestiniens et particulièrement le président Yasser Arafat auquel il n'a jamais adressé la parole à Camp David. Il a en fait imposé le Sommet de Camp David afin, soit d'arracher le maximum de concessions aux Palestiniens, soit, de démontrer au monde entier qu'ils ne désiraient pas vraiment la paix. Toujours selon cette version, les propositions américaines et israéliennes à Camp David étaient inacceptables. Elles revenaient à dépecer le futur État palestinien en une série de "Bantoustans", de «ghettos» ou de «prisons». Une telle entité n'aurait pas été viable. Les Israéliens auraient exercé leur souveraineté sur la Mosquée al-Aqsa à la place des Palestiniens²⁰. La plupart des colonies auraient été annexées par Israël en échange d'un bout de désert près de Gaza qui est en fait un dépôt toxique. «Les Palestiniens auraient été forcés de reconnaître l'annexion par Israël de toute la partie arabe de Jérusalem Est»²¹. Les réfugiés du conflit de 1948 n'auraient pas pu bénéficier d'un "droit au retour en Israël" qui leur est garanti par la résolution 194 des Nations Unies. Yasser Arafat et les négociateurs palestiniens ont donc eu raison de refuser ce "diktat" israélo-américain.

Selon *l'approche pro-Palestinienne modérée*, les Palestiniens ont eu le sentiment d'avoir été forcés de se rendre Camp David, alors que les positions ne s'étaient pas suffisamment rapprochées dans les séances préparatoires du processus de Stockholm (printemps 2000). Ils ont perçu l'ensemble du processus comme un traquenard américano-israélien. Cette interprétation montre aussi que les Palestiniens avaient quelques raisons de se méfier des Israéliens dont (1) les "offres généreuses" étaient

¹⁹ Saul Singer, «Camp David, Real and Invented», *The Middle East Quarterly*, Volume IX, Number 2, Spring 2002. <http://www.meforum.org/article/169>

²⁰ Akram Haniyyé, "Ce qui s'est réellement passé à Camp David", *Revue d'études palestiniennes*, 25, automne 2000, p. 12, 17 et 24.

²¹ Palestine Liberation Organization, Camp David Peace Proposal of July 2000, Frequently Asked Questions, <http://www.nad-plo.org/eye/news38.html>.

insuffisantes et que (2) les Palestiniens ont fait davantage de propositions d'ouverture qu'on ne l'a généralement écrit. Ils ont montré leur sens des responsabilités en « Acceptant le principe qu'Israël annexerait certaines implantations de Cisjordanie en échange d'un montant équivalent de territoire israélien »²². Ils étaient ouverts à l'idée d'une division de Jérusalem-Est, octroyant une souveraineté israélienne sur le Quartier juif de la Vieille Ville, le Mur Occidental et les nouveaux quartiers juifs édifiés après 1967. Khalil Shikaki²³ va encore plus loin. Selon cet universitaire, Arafat a négocié directement avec Clinton et lui a soumis une carte proposant qu'Israël puisse annexer les quartiers juifs de Jérusalem-Est, 3% de la Cisjordanie, incluant les trois plus importants blocs de colonies, y compris Ariel, en échange de 3% de territoire israélien²⁴. Le journaliste israélien pro-palestinien Sylvain Cypel franchit une étape supplémentaire puisqu'il affirme que les Palestiniens « peuvent accepter des aménagements pour le maintien de blocs de colonies en Cisjordanie (peut-être 4% ou 5%) »²⁵. Pour le même analyste, ce sont les Palestiniens qui ont proposé, concernant Jérusalem, « l'endroit où la population est arabe, c'est aux Palestiniens, là où elle est juive, aux Israéliens »²⁶.

L'approche israélienne modérée refuse la diabolisation de Barak qui a été émise par les pro-Palestiniens quoique Ben Ami et Beilin ne lui ménagent pas leurs critiques sur son style de gouvernement et son caractère. Elle considère que le Sommet de Camp David n'a pas été précipité et que le moment était approprié pour que les plus hauts dirigeants tranchent là où leurs subalternes n'avaient pas le pouvoir de le faire. Pour les *Israéliens modérés*, la responsabilité de l'échec de Camp David incombe à Arafat, qui a refusé toutes les propositions américaines et israéliennes de compromis. Le chef de l'Autorité palestinienne est présenté comme un leader incapable de se défaire de ses mythes révolutionnaires. Il se serait montré incapable de gouverner le quasi-Etat dont il disposait déjà et de préparer son peuple à la paix. Ses négociateurs sont par contre décrits comme étant plus souples. Un arrangement aurait peut-être été possible avec eux, surtout avec la jeune génération.

Selon la thèse *israélienne dure*, les Travaillistes ont été naïfs de pousser à l'organisation du Sommet de Camp David, de multiplier les

²² Hussein Agha et Robert Malley, "Camp David: The Tragedy of Errors", *New York Review of Books*, 9 August 2001, p. 8.

²³ Professeur à l'Université de Naplouse, directeur du "Center for Policy and Survey Research" de Ramallah. Il s'agit de l'universitaire palestinien le plus connu et le plus respecté en Europe et aux Etats-Unis.

²⁴ Cité, avec un grand scepticisme, par Isabel Kershner qui confirme que Shikaki n'a pas de preuves de ce qu'il avance et que personne n'a jamais vu cette carte. "Abu Ala: "I Warned of Catastrophe"", *The Jerusalem Report*, 16 July 2001.

²⁵ Sylvain Cypel, "Israël-Palestine (1) : Camp David, une impossible négociation", *Le Monde*, 27 décembre 2000.

²⁶ Ibid.

concessions et de continuer à négocier alors que la terreur palestinienne redoublait. Le Sommet de Camp David avait été organisé dans un mauvais contexte puisqu'il survenait juste après le retrait inconditionnel du Sud Liban qui a été interprété par les Palestiniens comme la preuve que la terreur est utile pour faire reculer les Israéliens. Les *Israéliens durs* considèrent que les Travailleurs ont pris leurs désirs pour des réalités en offrant à Arafat sur un plateau le retrait de l'ensemble des territoires conquis en 1967. Les propositions de Barak d'un retrait de 95% de la Cisjordanie et de 100% de Gaza étaient trop généreuses. D'autant qu'elles incluaient un partage irréalisable et dangereux de Jérusalem, ainsi que des possibilités de création d'un Etat palestinien militarisé doté d'une frontière directe avec la Jordanie et l'Égypte.

L'approche des *Américains modérés* insiste davantage que les Israéliens sur les erreurs tactiques qui ont été commises par les Israéliens et les Américains dans la préparation du Sommet de Camp David²⁷. Dans les grandes lignes, la position des *Américains modérés* est cependant proche de celle des israéliens modérés. Même déception par rapport au refus d'Arafat, même regret de l'échec d'une occasion historique. Les différences avec les Israéliens modérés concernent des points relativement marginaux. Ces Américains regrettent la personnalité trop froide de Barak qui n'a pas assez tenté d'entrer dans une relation personnelle avec Arafat et les négociateurs palestiniens. Ils soulignent aussi que Barak était souvent insondable sur ses véritables intentions et sur l'étendue des concessions qu'il était disposé à faire en dernier ressort. Cette approche cherche également à répondre aux critiques qui l'accusent d'avoir présenté trop tard ses plans de paix et surtout de ne pas l'avoir déjà fait à Camp David. Enfin, les partisans de Clinton rejettent la critique palestinienne selon laquelle le président américain aurait vexé Arafat en l'accusant nommément d'être responsable de l'échec de Camp David²⁸.

La *fraction dure américaine* reproche à Clinton d'avoir usé sa crédibilité et celle des États-Unis en recevant le chef de l'Autorité palestinienne davantage que tout autre responsable politique d'un autre pays. Dans cette logique, la fraction dure américaine considère qu'un président américain ne doit pas autant s'investir dans des négociations entre des parties à un conflit et que Clinton n'aurait ainsi pas dû

²⁷ Dennis Ross, « From Oslo to Camp David to Taba Setting the Record Straight », The Washington Institute for Near East Policy, Washington, 8 August 2001. <http://www.washingtoninstitute.org/media/ross.htm>.

²⁸ "Prime Minister Barak showed particular courage vision and understanding of the historical importance of this moment". Assailli de questions par les journalistes étonnés qu'il prenne aussi clairement position, Clinton répond diplomatiquement : "I was not condemning Arafat, I was praising Barak because I think he took a big risk". William J. Clinton, Statement on the Middle East Peace Talks at Camp David, Washington, DC, 25 July, 2000. http://www.state.gov/www/regions/nea/000725_clinton_stmt.html.

convenir le Sommet de Camp David et autant s'y impliquer. Cela n'a fait que renforcer l'irrédentisme d'Arafat qui avait perdu tout sens des réalités et des véritables rapports de force internationaux.

Évaluation historiographique

Les propositions israéliennes étaient-elles «*généreuses*»? Y a-t-il eu de véritables propositions israéliennes d'ouverture? En fait, les premières idées israéliennes avancées au début du Sommet de Camp David peuvent rétrospectivement apparaître comme insuffisantes dans la mesure où elles prévoyaient de découper le futur État palestinien en sortes de cantons, tout en annexant environ 9% de la Cisjordanie. En regard de ce que les Israéliens accepteront plus tard, leur position de départ dans la négociation apparaît effectivement modeste même si elles constituaient un énorme pas en avant par rapport aux positions du Likoud.

Faut-il néanmoins juger les Israéliens sur leur position de départ ou sur leur disponibilité dans la négociation? Robert Malley et Hussein Agha apportent eux-mêmes la réponse: les Palestiniens avaient bien perçu que la tactique de Barak consistait à partir d'une position de départ relativement dure tout en faisant comprendre qu'il se rallierait *in fine* aux propositions américaines si les Palestiniens avançaient des contre-propositions²⁹. Ce fait est confirmé par Akram Haniyyé. Il atteste que les Palestiniens ont perçu les suggestions américaines comme des propositions israéliennes, à tel point qu'il utilise l'expression (abusive) de «*Fusion sans failles des positions israélienne et américaine*»³⁰. Il cite également à plusieurs reprises la même anecdote où Arafat rejette des idées américaines de compromis en disant : «*Des idées sont israéliennes*». Leurs délégués me les avaient déjà communiquées»³¹. Le «*leader*» palestinien Faisal Husseini a également confirmé avant son décès que "Barak avait accepté de se retirer de 95% des territoires palestiniens occupés avant 1967»³². Ainsi, paradoxalement, ce sont les pro-Palestiniens eux-mêmes qui démontrent qu'il ne faut pas juger Barak sur ses propositions initiales mais bien sur sa disponibilité à endosser les idées américaines qui allaient bien au-delà. Le premier ministre israélien avait bel et bien déjà fait comprendre à Camp David

²⁹ Agha et Malley, op. cit., p. 7 : "[...] he [Barak] gave clear hints that Israel was willing to show more flexibility if Arafat was prepared to "contemplate" the end game". Clinton utilise en fait à peu près la même formulation : "[...] the Prime Minister moved forward more from his initial position than Chairman Arafat, on -- particularly surrounding the questions of Jerusalem". William J. Clinton, Statement on the Middle East Peace Talks at Camp David, Washington, DC, 25 July, 2000. http://www.state.gov/www/regions/nea/000725_clinton_stmt.html.

³⁰ Akram Haniyyé, "Ce qui s'est réellement passé à Camp David", *Revue d'études palestiniennes*, 25, automne 2000, p. 21.

³¹ Ibid., p. 17 et p. 10.

³² *Al-Safi*, 21 March 2001, Cité et traduit par Memri : <http://memri.org/news.html#1000142705>.

qu'il pouvait «acquiescer [un État palestinien] couvrant environ 95% des territoires»³³.

Concernant encore le degré d'ouverture de Barak, Malley rappelle aussi que le premier ministre israélien n'avait finalement pas rejeté la proposition américaine selon laquelle, concernant Jérusalem, «il aurait été octroyé à la Palestine la souveraineté sur les quartiers arabes, et sur les quartiers chrétiens et musulmans de la Vieille Ville»³⁴. Ainsi, le *pro-Palestinien modéré* Malley contredit la version palestinienne dure selon laquelle «les Palestiniens auraient été forcés de reconnaître l'annexion par Israël de toute la partie arabe de Jérusalem Est»³⁵.

Et les Palestiniens, avaient-ils fait des propositions d'ouverture? Le premier problème posé par la thèse des «propositions d'ouverture palestiniennes» est qu'Agha et Malley reconnaissent, en se contredisant, que les «Palestiniens n'ont soit jamais dit oui aux idées américaines soit jamais présenté une contre-proposition incontestable et spécifique de leur part»³⁶. Le deuxième problème vient du fait que les dirigeants américains³⁷, Clinton en tête³⁸, et israéliens se souviennent seulement que «les Palestiniens ont rejeté l'ensemble du paquet de Camp David»³⁹. Le troisième problème posé par la thèse des "propositions d'ouverture palestiniennes" est que les dirigeants palestiniens les ont dans un premier temps farouchement niées. Ils se sont en effet vantés à de nombreuses reprises d'avoir rejeté le "diktat israélo-américain" et ont justifié officiellement leur absence de contre-propositions devant la Commission Mitchell⁴⁰.

³³ Agha et Malley, op. cit., p. 6 "[...] he [Barak] gradually moved up to the low 90s before acquiescing to the mid-90s range".

³⁴ Robert Malley, *New York Times*, 8 July 2001.

³⁵ Déjà cité supra: Palestine Liberation Organization, Camp David Peace Proposal of July 2000, Frequently Asked Questions, <http://www.nad-plo.org/eye/news38.html>.

³⁶ Agha et Malley, op. cit., p. 6.

³⁷ Voir l'interview du principal négociateur américain, Dennis Ross : "Arafat n'a pas préparé son peuple à la paix", *Libération*, 3 juin 2001. Dennis Ross a été pendant quatorze ans le principal négociateur américain dans les pourparlers de paix entre Arabes et Israéliens.

³⁸ "Vous êtes un grand homme" avait dit Arafat. "Quelle connerie", avait répondu Clinton, "Je suis un échec colossal, et c'est bien à vous que je le dois" in "Clinton to Arafat: it's all your fault", *Newsweek*, 27 June 2001. <http://www.msnbc.com/news/593326.asp>.

Barak révèle que Clinton lui a téléphoné pour contester les thèses de Malley et l'assurer qu'Arafat avait bien tout rejeté à Camp David. *Jerusalem Post*, 21 August 2001.

³⁹ Selon un des principaux négociateurs israélien, le ministre Shlomo Ben-Ami : "The Palestinians rejected the entire Camp David package". "Ben-Ami's Camp David Diaries, Part I, *Maariv*, 6 April 2001. Traduit et publié par Memri, <http://www.memri.org/sd/SP20701.html>.

⁴⁰ Selon le Rapport de la Commission Mitchell, l'OLP a justifié l'"Intifada al Aqsa" par le fait que : [...] «Camp David represented nothing less than an attempt by Israel to extend the force it exercises on the ground to negotiations». The Mitchell Report on Israeli-Palestinian Violence, 6 May 2001, <http://www.meridian.org/sheikh.pdf>.

En nous penchant sur quelques points plus concrets, on ne peut être que surpris par les différences entre les affirmations des *pro-Palestiniens modérés* (Malley, Cypel, Shikaki) et celles de la *thèse palestinienne dure*. Ainsi, les dirigeants palestiniens ont clairement contesté avoir fait des concessions sur Jérusalem-Est. Arafat a qualifié de telles hypothèses de « désastreuses » et « dangereuses »⁴¹. Akram Haniyyé cite ainsi la réponse privée d'Arafat aux Américains : « Nous revendiquons la pleine souveraineté sur la partie de Jérusalem occupée en 1967 »⁴². Le chef de l'OLP et membre de la délégation Abu Mazen (Mahmoud Abbas) a également déclaré : « Il est clair que Jérusalem Est doit nous être retournée et que c'est Jérusalem Ouest [*sic*] qui doit être une ville ouverte »⁴³.

Un autre point controversé concerne la reconnaissance de l'ancienne présence du Temple de Salomon sous l'Esplanade des Mosquées. Contrairement aux affirmations des *pro-Palestiniens modérés*, il ne nous paraît plus possible d'affirmer qu'Arafat et les négociateurs palestiniens n'ont pas nié un tel lien. Ils ont bel et bien catégoriquement refusé d'envisager une souveraineté symbolique d'Israël sur le « Mont du Temple »⁴⁴ [le sous-sol de l'Esplanade des Mosquées] en échange de la réaffirmation de la souveraineté palestinienne sur cette Esplanade et l'interdiction absolue aux Israéliens d'y procéder à des fouilles archéologiques. En effet, aussi incroyable que cela puisse paraître pour des Occidentaux, dans la mythologie palestinienne et arabe, le temple juif où allait prier Jésus-Christ ne se situe pas sous le Dôme du Rocher. Cet énorme mensonge est véhiculé par Arafat lui-même pour qui le « Temple était à Naplouse »⁴⁵ ou en dehors de Palestine⁴⁶. Ce même

⁴¹ Akram Haniyyé, "Ce qui s'est réellement passé à Camp David", *Revue d'études palestiniennes*, 25, automne 2000, p. 15.

⁴² Ibid., p. 23.

⁴³ Abu Mazen: "Had Camp David Convened Again, We Would Take the Same Positions", Part I, *Al-Ayyam*, 28 July 2001. Traduit et publié par Memri, Special Dispatch, No. 249, 1 August 2001. <http://www.memri.org/>

⁴⁴ "Arafat's negotiators insisted that Jews had no historic tie to the Mount", Leslie Susser *The Jerusalem Report*, 16 July 2001, p. 12.

⁴⁵ Telle est l'affirmation de Dennis Ross, le principal négociateur américain in *The New York Review of Books*, September 20, 2001, p. 90. Clinton a également raconté comment il a apporté une contradiction abrupte à Arafat lorsque celui-ci avait émis des doutes sur le fait que l'ancien temple juif se trouvait réellement à Jérusalem. "Je sais qu'il se trouve là" a dit Clinton à Arafat. "Clinton to Arafat: it's all your fault", *Newsweek*, 27 June 2001. <http://www.msnbc.com/news/593326.asp>.

Voir également, *Al-Ahayat Al-Jadida*, 12 August 2000. Traduit et cité par Memri, <http://www.memri.org/sd/SP12100.html>

⁴⁶ Arafat affirmait encore en octobre 2002 « They found not a single stone proving that the Temps of Solomon was there, because historically the Temple was not in Palestine ». Interview à *Al-Hayat*. Traduit par <http://www.memri.org>

type d'affirmation inouïe a été propagée par les principaux négociateurs palestiniens Abu Alaa,⁴⁷ Nabil Sha'ath⁴⁸ et Saeb Ereiqat⁴⁹.

III. Paramètres Clinton et négociations de Taba (Décembre 2000-janvier 2001)

Les «Paramètres Clinton»⁵⁰ ont été énoncés le 23 décembre 2000 à Washington, trois mois après le déclenchement de la deuxième Intifada. Ceux-ci amenaient les Israéliens à accepter que l'Etat palestinien soit établi sur l'ensemble des territoires occupés en 1967. Israël devait céder une partie de son territoire d'avant 1967 pour agrandir Gaza et laisser passer une route sous contrôle palestinien entre Gaza et la Cisjordanie. L'Etat hébreu devait s'engager à totalement évacuer Gaza, à abandonner toutes les implantations de Cisjordanie sauf trois blocs et à ce que les quartiers arabes de Jérusalem deviennent la capitale de l'Etat palestinien. En contrepartie, Israël pouvait annexer les quartiers juifs de Jérusalem Est. L'Etat hébreu aurait également pu annexer trois blocs de colonies installés en Cisjordanie (Maalé Adoumim, Gush Etzion et Ariel). D'autres garanties étaient données à Israël comme la non-militarisation du futur Etat palestinien et la présence temporaire de forces internationales de contrôle sur les hauteurs qui surplombent le Jourdain. Clinton avait proposé que les réfugiés puissent s'établir sans limites dans le futur Etat palestinien, ainsi que dans les territoires concédés par Israël pour agrandir Gaza ou le Sud de la Cisjordanie. Ils devaient être largement indemnisés (la somme de 40 milliards de dollars a été articulée). De plus, des pays comme l'Australie et le Canada étaient prêts à en accueillir jusqu'à 300'000. Pour Clinton, cependant, une libre immigration des Palestiniens en Israël est exclue car elle serait source de problèmes sans fin.

Pour comprendre la réception de ces «Paramètres Clinton» par les protagonistes et les négociations de Taba qui ont suivi, il faut tenir compte de l'interprétation que chaque partie a fait du déclenchement de l'Intifada. C'est pour cela que nous introduisons chaque paradigme par un rappel de sa conception de l'origine de l'Intifada.

⁴⁷ Ainsi Abu Alaa a déclaré : "The Israelis claimed that under the Mosques there is something that belongs to them" *Al-Ayyam*, 30 July 2000, cité et traduit par Memri, <http://www.memri.org/ia/IA3500.html>.

⁴⁸ Pour Nail Sha'ath, "Israel demands control of the Temple Mount based on its claim that its fictitious temple stood there.", *Al-Ayyam*, 27 July 2000. Ibid.

⁴⁹ Saeb Ereiqat a également affirmé au journal israélien *Haaretz* du 27 juillet 2000 : "there is no proof that the Jewish temple was underneath the Temple Mount".

⁵⁰ «Propositions de William Clinton aux négociateurs palestiniens et israéliens», *Monde diplomatique*, version électronique, décembre 2000. <http://www.monde diplomatique.fr/cahier/proche-orient/propclinton>.

Selon la *version palestinienne dure*, la visite du «Criminel de guerre» Ariel Sharon, le «Bourreau de Sabra et Chatila», à la mosquée al-Aqsa, lieu saint par excellence de l'Islam ne pouvait être que produire une Intifada⁵¹. Cette «Intifada» s'appelle «al Aqsa» et se justifie par l'argument que les «Israéliens veulent détruire les mosquées»⁵², qu'Ariel Sharon et les autorités israéliennes ne valent pas mieux que le groupe extrémiste et illégal de Gershon Solomon qui désire vraiment construire un Troisième Temple⁵³. Dans ce contexte, l'approche *palestinienne dure* affirme que les négociateurs palestiniens ont clairement rejeté les «Paramètres Clinton». Dans un document public, l'Autorité palestinienne rappelle en effet avoir refusé la plupart des points du plan Clinton⁵⁴. Elle a contesté que le plan Clinton soit conforme aux résolutions des Nations Unies⁵⁵ comme les juristes du Département d'Etat l'affirment⁵⁶. Abu Alaa, le chef de la délégation palestinienne, a multiplié les déclarations selon lesquelles les propositions Clinton étaient inacceptables⁵⁷. Frih Abu Medien, le ministre palestinien de la

⁵¹ «The Palestinian Ministry of Information calls on all Palestinian citizens to come to protect Al-haram Al-Sharif, and to prevent the terrorist Sharon and his gang from desecrating the Mosque. The Ministry also calls on Arab and Islamic nations to mobilize their efforts to protect the Aqsa Mosque from the continuous Israeli threats and attempts to build the so-called temple on its ruins » http://www.minfo.gov.ps/statements/est_2709.htm. Site web officiel de l'Autorité palestinienne. Ce communiqué date déjà du 27 septembre !

⁵² Lorsqu'Abu Alaa, un des principaux négociateurs palestinien écrit déjà en juillet 2000 : "[...] in a few years they [the Jews] will tear down the Mosques.", il se pourrait bien qu'il en soit tout simplement convaincu. *Al-Ayyam*, 30 July 2000, cité et traduit par Memri, <http://www.memri.org/ia/IA3500.html>. Abu Alaa a continué encore plus tard à se profiler avec des phrases comme : les "Israéliens veulent s'emparer de la mosquée al Aqsa". *Le Temps*, 13 août 2001.

⁵³ «The Israeli authorities did not stop its offensive acts on the Mosque since 1967, acts committed by criminals and murderers like Solomon and Sharon, the killer of children and women in Sabra and Shatilla refugee camps in Lebanon». http://www.minfo.gov.ps/statements/est_2709.htm

⁵⁴ "Arafat's Letter of Reservations to President Clinton", *Al-Ayyam*, 2 January 2001. <http://www.memri.org/sd//SP17001.html>. "We seek, through this letter, to explain why the latest American proposals, [...] do not meet the required conditions for a lasting peace. [...] We cannot, however, accept a proposal that secures neither the establishment of a viable Palestinian state nor the right of Palestinian refugees to return to their homes". (Souligné par nous).

⁵⁵ "Arafat's Letter of Reservations to President Clinton", op. cit.

⁵⁶ "Propositions de William Clinton ...", op. cit., "Les parties conviendraient que ceci [l'accord sur les réfugiés] est l'application de la résolution 194 de l'Assemblée générale des Nations unies. - Le président propose que l'accord marque clairement la fin du conflit et que son application mette fin à toutes les revendications. Ceci pourrait être exprimé par l'intermédiaire du Conseil de sécurité des Nations unies, qui noterait que les résolutions 242 et 338 ont été appliquées".

⁵⁷ "We refused to accept the Clinton initiative as a basis for the negotiations. The Israelis said that Clinton's proposal should be the basis, but we rejected it". *Al-Ayyam*, 29 January 2001. Traduit et publié par Memri http://www.memri.org/sd/SP18401.html#_edn7

justice a lui déclaré qu'elles revenaient à «Une combinaison de réserves et de trois prisons au nord, au sud et à Gaza»⁵⁸. D'autres auteurs palestiniens de la fraction dure utilisent l'expression: un «agrégat de ghettos»⁵⁹. Abou Mazen, le chef de l'OLP, a également défendu la position que jamais un négociateur palestinien n'avait fait la moindre concession à Taba. Il rappelle qu'Arafat est le seul maître à bord et qu'il a également eu raison de rester intransigeant⁶⁰, particulièrement sur Jérusalem-Est qui doit rester entièrement sous souveraineté palestinienne⁶¹. Pour les négociateurs palestiniens, les propositions de Clinton sur les réfugiés étaient inacceptables⁶². Tout réfugié devrait avoir le choix d'immigrer en Israël sans limites⁶³. Les négociateurs palestiniens disent également avoir refusé la perspective d'une immigration des réfugiés dans le futur Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza : «Le droit au retour signifie un retour en Israël, non dans l'Etat palestinien»⁶⁴. Abu Alaa rappelle aussi que la libre immigration n'est pas un élément symbolique et que les divergences avec les propositions

⁵⁸ Cité par Abdennour Benantar et Talal Atrissi, «Du paradoxe de Camp David au "plan Clinton"», *Outre-terre, Revue française de géopolitique*, janvier-mars 2001, p. 115.

⁵⁹ Ibid., p. 115.

⁶⁰ [...] They [Americans and Israeli] tried to grab on any word, from anyone, that remotely resembled a concession [...] If you have not heard from [Arafat], anything else you've heard is a lie". Abu Mazen: "Had Camp David Convened Again, We Would Take the Same Positions", Part II, *Al-Ayyam*, 29 July 2001. Traduit et publié par Memri, Special Dispatch, No. 250, 1 August 2001. <http://www.memri.org/>

⁶¹ Abu Mazen: "Had Camp David Convened Again, We Would Take the Same Positions", Part I, *Al-Ayyam*, 28 July 2001. Traduit et publié par Memri, Special Dispatch, No. 249, 1 August 2001. <http://www.memri.org/>

⁶² "Arafat's Letter of Reservations to President Clinton", *Al-Ayyam*, 2 January 2001. Traduite et publiée par Memri, <http://www.memri.org/sd//SP17001.html>.
" [...] the Palestinians should be given the right to choose their place of living, including the homes from which they were expelled. Recognizing the Right of Return and allowing the refugees' freedom of choice are a prerequisite for ending the conflict".

⁶³ "Private Palestinian Response to Palestinian Refugees", Taba, 23 January 2001, *Monde diplomatique*, septembre 2001, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/israelrefugees.en>.

Le "non papier" palestinien de janvier 2001 est clair: «Tous les réfugiés qui résident actuellement au Liban [...] seront autorisés à retourner en Israël [...] Sans porter préjudice au droit de tout réfugié de retourner en Israël, et en plus du retour de réfugiés mentionnés ci-dessus, un minimum de xx [chiffre à préciser] réfugiés par an sera autorisé à retourner en Israël».

⁶⁴ Abu Mazen, *Al-Hayat*, 23-24 November 2000. Cité et traduit par Memri, www.memri.org, 6 September 2001.

Effectivement, le "non papier" palestinien ne prévoit nulle part le "retour" des réfugiés dans le futur Etat palestinien mais seulement en Israël. "Private Palestinian Response to Palestinian Refugees", Taba, 23 January 2001, *Monde diplomatique*, septembre 2001, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/israelrefugees.en>.

Yossi Beilin nous a déclaré n'avoir jamais perçu ce détail. Il estime que notre interprétation est exagérée. Entretien privé, Genève, 30 octobre 2001.

américano-israéliennes sont fondamentales⁶⁵. Abu Mazen partage cette opinion et rappelle que le «*droit au retour*» doit être appliqué⁶⁶.

Concernant le déclenchement de la deuxième Intifada, les *pro-Palestiniens modérés* reconnaissent qu'elle a été intentionnellement lancée par des Palestiniens et n'est pas due à la visite de Sharon. Cependant, le responsable n'en n'est pas Arafat, mais une «*jeune garde*» qui était autant excédée par l'humiliation de l'occupation que par l'inefficacité et la corruption de l'Autorité palestinienne autour du leader palestinien⁶⁷. Par rapport aux négociations de Taba, cette version infirme que les Palestiniens soient responsables de leur échec. Ces négociations auraient pu aboutir puisque Arafat avait en principe accepté les «*paramètres Clinton*». Sur les réfugiés, la position palestinienne était essentiellement symbolique. Les Palestiniens étaient en fait prêts à admettre «*un retour d'un nombre très limité de réfugiés en Israël*»⁶⁸. Pour cette approche, il fallait juste qu'Israël proclame le principe d'un tel retour, ainsi que ses responsabilités dans leur drame. L'effectivité d'un tel retour n'était pas essentielle. De toute manière, on aurait pu étaler leur immigration. Il manquait encore quelques semaines de négociations pour qu'un accord de paix soit sous toit. Après un siècle de conflit israélo-palestinien, on ne pouvait pas précipiter les choses à la veille des élections israéliennes. C'est en fait Barak qui a ordonné l'arrêt des négociations de Taba parce qu'il avait peur de perdre son poste en faisant trop de concessions.

Les *Israéliens modérés* considèrent que la question de savoir si Arafat a lancé intentionnellement l'Intifada n'est pas le problème principal. Ce qui est sûr, à leurs yeux, c'est qu'il a vu l'intérêt qu'il pouvait en tirer pour d'obtenir «*de facto*» un Etat palestinien protégé par des troupes internationales, sans avoir besoin de négocier la fin de la guerre avec Israël et sans avoir à renoncer au «*droit au retour*» des réfugiés. Concernant Taba, les *Israéliens modérés* comme Shlomo Ben Ami, l'ancien ministre des affaires étrangères, affirment que l'Etat hébreu avait proposé de restituer 94.5% des territoires occupés, sans compter l'octroi d'une partie du territoire israélien près de Gaza ou

⁶⁵ "Abu Alaa' added, "The disagreement on the refugee issue is great and deep rooted. There is an immense gap between someone who demands the Right of Return [...] and someone who denies this right [...] As far as we are concerned, however, we hold firmly to our position." *Al-Ayyam*, January 29, 2001, Traduit et publié par Memri, http://www.memri.org/sd/SP18401.html#_edn7.

⁶⁶ "Implement this right [of return]". Ibid.

⁶⁷ Khalil Shikaki, «*Palestinians Divided*», *Foreign Affairs*, January/February 2002. http://www.foreignaffairs.org/Search/documen_brefings.asp. «*The truth is that the Intifada that began in late September 2000 has been a response by a «young guard» in the Palestinian nationalist movement not only to Sharon's visit and the stalled peace process, but also to the failure of the «old guard» in the PLO to deliver Palestinian independence and good governance*». (p. 1).

⁶⁸ René Backmann, "Ce qui s'est vraiment passé à Camp David et à Taba", *Le Nouvel Observateur*, 16 août 2001.

au Sud de la Cisjordanie et un passage pour une route entre Gaza et cette même Cisjordanie, donc près de 100%⁶⁹. Les seules réserves israéliennes concernaient des détails mineurs, des arrangements de sécurité et des clarifications concernant l'Esplanade des Mosquées/Mont du Temple. La responsabilité de l'échec des négociations de Taba incombe au seul Arafat qui a fait semblant de soutenir les propositions de Clinton alors qu'il en vidait dans le même temps toute la substance. Sur les réfugiés, les négociateurs israéliens avaient bien accepté les lignes directrices américaines, comme l'a révélé un «*non-papier*»⁷⁰. Le ministre israélien Yossi Beilin affirme avoir proposé environ 100'000 réfugiés, en priorité du Liban⁷¹. Selon cette approche, Barak a été obligé d'arrêter les pourparlers à quelques jours des élections alors qu'ils étaient dans l'impasse et que des civils israéliens se faisaient abattre par des terroristes. Les Israéliens modérés restent convaincus qu'un retour aux propositions Clinton est globalement possible. Telle est d'ailleurs la position officielle du parti travailliste et de son candidat aux élections de février 2003, Aaron Mitzna.

Pour *l'approche israélienne dure*, l'Intifada a été intentionnellement préparée par Arafat qui n'avait pas obtenu à Camp David la capitulation israélienne qu'il espérait⁷². Ayant été désigné clairement par Clinton comme le responsable de l'échec de Camp David, il a lancé sciemment un soulèvement pour redorer le blason de la cause palestinienne affaiblie. Concernant les négociations de Taba, la *fraction dure des Israéliens* y voit une tentative pathétique des Travaillistes de s'agenouiller devant les Palestiniens en leur faisant le maximum de concessions afin de gagner les élections grâce à un accord illégitime arraché à la dernière minute. Les proches du Likoud considèrent l'échec de Taba comme la preuve que les Palestiniens ne seront jamais satisfaits, quand bien même Israël accepte un retrait quasi total de la Cisjordanie et de tout Gaza, un partage de Jérusalem, la souveraineté palestinienne sur la Mosquée El Aqsa et l'acceptation d'un retour substantiel de réfugiés. Quand la droite israélienne se réfère à Taba, c'est pour montrer l'irréductibilité

⁶⁹ Ari Shavit, "End of Journey, Interview with Shlomo Ben Ami based on his diary", *Haaretz*, 2 October 2001.

⁷⁰ "Israeli Private Response to Palestinian Refugees". Taba, 22 January, 2001, *Monde diplomatique*, septembre 2001.

<http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/israelrefugees.en>

⁷¹ Yossi Beilin, "Sharon is a Post-Zionist", *Haaretz*, 19 June 2001. Notons que dans un entretien privé, Yossi Beilin nous a affirmé que ses propositions étaient encore plus complexes et qu'elles ne se seraient pas montées à autant de réfugiés. Genève, 30 octobre 2001.

⁷² Khaled Abu Toameh, «*How the War Started*», *Jerusalem Post*, 19 September 2002. Les pro-Israéliens durs citent abondamment les déclarations du ministre de la justice, Freih Abu Middein, du ministre des communications, Imad Al-Faluji et du chef des Tanzim, Marwan Barghouti qui ont tous déclarés après coup que le leadership palestinien était bien responsable du déclenchement de l'Intifada et que la visite de Sharon n'était qu'un prétexte.

palestinien, mais elle ne souhaite pas que les «Paramètres Clinton et les concessions des négociateurs israéliens servent de bases de départ à de futures négociations.

Concernant les responsabilités dans le déclenchement de la deuxième Intifada, les *Américains modérés* ont plutôt tendance à renvoyer les deux parties dos-à-dos. Tel est *grosso modo* le message véhiculé par le *Rapport Mitchell*, du nom d'un Sénateur démocrate qui avait été chargé par la Communauté internationale de diriger une commission pour établir les faits dans le déclenchement des violences, de lancer des propositions pour arrêter les violences et relancer les négociations diplomatiques⁷³. Sur les négociations de Taba, *l'approche américaine modérée* affirme que le président Clinton était sincèrement persuadé d'arriver encore à un accord avant son remplacement par Bush junior et que les Israéliens avaient bel et bien accepté l'essentiel des «Paramètres Clinton»⁷⁴. La responsabilité de l'échec incombe d'autant plus à Arafat qu'il avait pour partenaire l'équipe la plus pro-palestinienne de toute l'histoire d'Israël. Celle-ci était d'autant plus encline à faire des concessions que c'était sa dernière carte pour gagner les prochaines élections. Les Américains modérés reprochent à Arafat d'avoir fait semblant d'accepter les «Paramètres Clinton». En fait «Les Palestiniens ont posé tellement de réserves [aux propositions Clinton] qu'ils les ont vidées de leur sens»⁷⁵.

Les *Républicains* ne se sentent pas tenus par les «Paramètres Clinton» qu'ils ont considéré comme une tentative maladroite d'un président sortant d'enfermer son successeur déjà désigné dans une série d'engagements. Même si la plupart des Républicains ne verraient pas d'inconvénients majeurs à ce que la solution finale du conflit israélo-palestinien reprenne les principales articulations des «Paramètres Clinton», ils ne veulent pas qu'il soit expressément fait référence au plan du Président démocrate.

Évaluation historiographique

La thèse des *pro-Palestiniens modérés* selon laquelle les négociateurs palestiniens avaient bien accepté **d'entrer en matière** sur un échange

⁷³ «[...] aucune preuve convaincante que la visite de Sharon [sur l'esplanade des Mosquées] n'ait été autre chose qu'un acte de politique intérieure; pas de preuves non plus que l'Autorité palestinienne ait planifié le soulèvement [...] la visite de Sharon n'a pas causé l'"Intifada al-Aqsa". Mais son "timing" était inapproprié et son effet provocateur aurait dû être prévu. [...] Pas de preuves pour conclure que l'Autorité palestinienne ait fait un effort soutenu pour contenir les manifestations et contrôler la violence une fois qu'elles ont commencé; ou que le gouvernement israélien ait fait un effort cohérent pour employer des armes des moyens non meurtriers pour contrôler les manifestations de Palestiniens non armés. Report of the Sharm el-Sheikh Fact-Finding Committee, [Rapport Mitchell], 30 April, 2001, p. 7.

<http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/documents/rapportmitchell-fr.pdf>

⁷⁴ «Les idées américaines, à reculons, Barak les a acceptées». Dennis Ross, «Arafat n'a pas préparé son peuple à la paix», *Libération*, 3 juin 2001.

⁷⁵ *Ibid.*

d'environ 2 % du territoire (120 km²) couvert par les colonies contre du territoire israélien de quantité et de qualité égale est recevable. Ce point est même confirmé par le ministre des affaires étrangères israélien Shlomo Ben Ami⁷⁶ et le *Document Moratinos*⁷⁷. Ils n'auraient pas non plus catégoriquement refusé d'imaginer une annexion par Israël de quartiers juifs de Jérusalem-Est. Certaines des garanties de sécurité à Israël n'auraient pas fondamentalement été rejetées par les Palestiniens, même si, évidemment, de nombreux points de divergence demeuraient. Les négociateurs palestiniens sont également bien entrés en matière sur la cession à Israël de trois blocs de colonies de Cisjordanie et des quartiers juifs de Jérusalem.

Pour revenir à la thèse des *pro-Palestiniens modérés* le principal problème épistémologique pour l'historien est qu'elle est souvent contredite sur d'autres points par la version officielle palestinienne. L'Autorité palestinienne n'a en effet jamais laissé planer le moindre doute qu'elle avait clairement refusé la plupart des points du Plan Clinton. Et c'est bien la perception de Dennis Ross pour qui ils avaient tellement posé de réserves qu'ils les ont vidées de leur sens⁷⁸. La lecture du *Document Moratinos* confirme également ces observations⁷⁹. Les négociateurs palestiniens n'ont par exemple rien lâché sur le «droit au retour» des réfugiés. Pour les négociateurs palestiniens, le plan Clinton était inacceptable car tout réfugié devait avoir le choix d'immigrer en Israël sans limites comme les citations concordantes reproduites ci-dessus le démontrent (supra, *approche palestinienne dure*). L'ancien ministre israélien, Shlomo Ben Ami, affirme pour sa part que la délégation palestinienne avait exigé un nombre d'environ 1 500 000 personnes sur dix ans⁸⁰. Yossi Beilin nous a pour sa part déclaré que les exigences palestiniennes étaient moindres, sans pour autant nous citer de chiffres précis.⁸¹

⁷⁶ Ari Shavit, "End of Journey, Interview with Shlomo Ben Ami based on his diary", *Haaretz*, 2 October 2001.

⁷⁷ Miguel Moratinos est l'envoyé spécial de l'Union européenne au Proche-Orient. Il n'a pas assisté directement aux négociations israélo-palestiniennes. Son adjoint a consigné dans un texte qui n'était pas destiné à la publication ce que les négociateurs israéliens et palestiniens lui ont rapporté comme étant leurs positions respectives. «The Moratinos Document», *Ha'aretz*, 14 February 2002. <http://www.medeia.be/site.html?page=10&lang=fr&doc=1124>

⁷⁸ Dennis Ross, «From Oslo to Camp David to Taba» Setting the Record Straight», The Washington Institute for Near East Policy, Washington, 8 August 2001. <http://www.washingtoninstitute.org/media/ross.htm>

⁷⁹ «The Moratinos Document», *Ha'aretz*, 14 February 2002. <http://www.medeia.be/site.html?page=10&lang=fr&doc=1124>

⁸⁰ Ari Shavit, "End of Journey, Interview with Shlomo Ben Ami based on his diary", *Haaretz*, 2 October 2001.

⁸¹ Entretien privé avec Yossi Beilin, Genève, 30 octobre 2001.

Conclusion

À ce stade de la documentation publiée, nous pouvons avancer les conclusions suivantes. D'un côté, les négociateurs palestiniens avaient bel et bien exigé un droit d'immigration massive des réfugiés en Israël tout en excluant qu'ils soient installés dans le futur Etat palestinien. Arafat en tête, ils avaient également nié de manière inouïe les liens symboliques des Juifs avec le Mont du Temple et avec Jérusalem. D'un autre côté, il est vrai que certains diplomates palestiniens sont entrés en matière sur l'idée d'une annexion par Israël d'environ 2% de la Cisjordanie et des quartiers juifs de Jérusalem-Est en échange de territoire israélien de quantité et de qualité équivalente.

Quant au gouvernement Barak, on ne peut pas continuer à lui reprocher de n'avoir proposé aux Palestiniens qu'une série de Bantoustans invivables. Pour apprécier sa position, il ne faut en effet pas se baser uniquement sur sa position de départ dans le « jeu » (*game*) du processus de négociation. Il faut plutôt apprécier sa disponibilité à reprendre les propositions américaines, aussi bien à Camp David qu'à Taba. Le gouvernement Barak s'était bien rallié à la création d'un Etat palestinien sur environ 100% des territoires occupés, y inclus les quartiers arabes de Jérusalem, le démantèlement des implantations juives sauf trois blocs et l'accueil de milliers de réfugiés.

La thèse des *pro-Palestiniens modérés* a eu le mérite de nous avoir conduit à remettre en cause certaines idées reçues, à retourner aux sources, à confronter des versions contradictoires et à essayer de dégager le maximum de cohérence. Il faut aussi apprécier cette version parce qu'elle est partie d'une bonne intention, c'est-à-dire éviter de blâmer les dirigeants palestiniens pour l'échec du processus de paix et le déclenchement de l'Intifada afin de leur donner une nouvelle chance.

D'un point de vue historiographique cependant, cette interprétation suscite nos réticences dans la mesure où elle est fondée sur une base empirique extrêmement ténue et trop souvent démentie avec vigueur par les négociateurs palestiniens comme notre article a essayé de le démontrer avec force de citations. Cette version souffre également d'une faiblesse logique: on ne peut pas en effet dans le même souffle donner raison à l'Autorité palestinienne de n'avoir pas fait arrêter l'Intifada du fait des humiliantes propositions américaines et israéliennes à Camp David et à Taba tout en prétendant qu'Arafat les avait acceptées. Soit les dirigeants palestiniens ont bien eu raison de rejeter les propositions de Clinton et Barak, soit, ils les avaient acceptées. On ne peut cependant pas tenir le même discours à la fois.

Nous sommes convaincus que l'étude de cette crise donnera encore lieu à d'innombrables études fondées sur de nouvelles bases documentaires. Pour l'historien, la publication des Mémoires du président Clinton permettra d'affiner quelques points. Dennis Ross a également annoncé un ouvrage sur l'ensemble des négociations de paix des années 1992-2001 qui devrait permettre d'approfondir nos connaissances

quoiqu'il semble avoir déjà révélé l'essentiel de sa perception des événements. L'ouverture des archives dans 25 à 30 ans sera évidemment la bienvenue.

Il faut néanmoins garder à l'esprit que ce seront surtout les vicissitudes de l'évolution du conflit israélo-palestinien qui vont déterminer les interprétations qu'en feront les futurs historiens. Les jugements des prochaines générations dépendront principalement d'une question de perspective. Une seule prédiction est certaine : les polémiques partisans sur ces événements/combat de mémoire ne sont pas prêtes de se dissiper.

L'ECHEC DU PROCESSUS DE PAIX ISRAELO-PALESTINIEN

Cet article tente d'expliciter pourquoi le processus de paix israélo-palestinien s'est effondré au cours du deuxième semestre 2000. L'approche méthodologique procède d'une double démarche. D'une part, classiquement, elle procède à un examen interne et externe rigoureux des sources disponibles, afin de trancher entre les différentes contradictions factuelles. D'autre part, elle dresse une typologie des principales approches interprétatives afin de refléter la dimension politique sous-jacente d'un véritable «combat de mémoires», tant l'historiographie de ces événements est marquée, encore plus que de coutume, du sceau des préférences politiques et personnelles.

This article tries to explain why the Israeli-Palestinian peace process collapsed in the second semester of 2000. The methodological approach follows a double path. On a first level, there is a classical internal and external assessment of the available material in order to stress the main empirical contradictions. On second level, the author suggests a typology of the main approaches of interpretation in order to underline the underlying political dimension of this apparent "fight of memories", as the historiography of those events is more than usual influenced by political and personal preferences.

Relations internationales

Revue trimestrielle d'histoire, publiée avec le concours du CNRS

<http://heiwwww.unige.ch/ri/>

La Revue Relations Internationales s'adresse à des spécialistes et à un public cultivé, intéressés par l'histoire du XIXème et du XXème siècle. La revue publie des études historiques approfondies par des éléments d'économie, de géographie, de psychologie, de sociologie et de théorie politique.

Comité de la revue

Directeur de la publication: Pierre Guillen

Présidents honoraires: Jean-Baptiste Duroselle, Jacques Freymond, Marlis Steinert

Présidents du Comité de rédaction: Pierre du Bois, Pierre Guillen

Comité de rédaction: Jean-Claude Allain; Bruno Arcidiacono; Jacques Bariéty; Marie-Thérèse Bitsch ; Robert Frank; Daniel Grange; François Jequier; André Kaspi; Georg Kreis; André Liebich; Antoine Marès; Philippe Marguerat; Pierre Mélandri; Pierre Milza; Yves-Henri Nouailhat; Gérard de Puymège; Elisabeth du Réau; Roland Ruffieux; Georges-Henri Soutou; Jacques Thobie; Maurice Vaïsse.

Contenu de la revue

No 114, été 2003

J.-D. Mizrahi: La répression du banditisme sur les confins de la Syrie mandataire
173-187

L. Badel: Les acteurs de la diplomatie économique de la France au XXe siècle: les mutations du corps des attachés commerciaux (1919-1950)
189-211

A. Biever: L'Autriche et les origines de l'Ostpolitik de la RFA, 1958-1969
213-230

E. Sanchez: L'industrie française à l'heure de la modernisation économique espagnole
231-248

Th. Gomart: Le PCF au miroir des relations franco-soviétiques (1964-1968)
249-266

R. Schwok: Typologie et évaluation des interprétations de l'échec du processus de paix israélo-palestinien
267-286